

Le Casse-tête russe

Vladimir Sterkh

2 septembre 2008

La pluie d'évaluations contradictoires, d'analyses, de recommandations concernant la Russie d'aujourd'hui reflète le désarroi des experts et des élites politiques occidentales face aux processus qui sont en cours dans ce pays et à leurs possibles conséquences. Cette perplexité ne date pas d'aujourd'hui : on l'observe depuis une vingtaine d'années déjà.

Lorsque la période des bouleversements est venue les dirigeants occidentaux ont en effet été déboussolés : ils n'arrivaient pas à percevoir ni qui était, ni que voulait au juste un homme comme Gorbatchev ou comme Eltsine (rappelons-nous l'accueil « chaleureux » organisé en 1990 à Strasbourg par Jean-Pierre Cot pour Boris Eltsine, offensant délibérément l'homme politique qui allait être le premier président d'un immense État, brillamment élu au suffrage universel – type d'élection que la Russie n'avait jamais connu durant son histoire millénaire).

La même question, devenue rituelle, a ressurgi en 2000 : « Qui est Poutine ? ». Cette fois, il faut le reconnaître, même les politologues russes les plus avisés n'ont pas su comprendre le sens des changements en cours ni prévoir leurs conséquences.

Ces conséquences, nous pouvons les constater aujourd'hui. Le monde occidental, angoissé par la perspective d'une crise énergétique et par le terrorisme (en large partie liés tous deux aux faits et gestes de l'administration américaine) ne parvient pas à trouver le ton juste, les arguments, les réponses à une réalité politique russe dont la nature lui échappe. Il croit en effet avoir affaire à une démocratie jeune, immature, faible, sujette à une tendance héréditaire à l'autoritarisme et même au totalitarisme, mais enfin à une démocratie tout de même. Cette estimation reflète-t-elle la réalité ? N'est-il pas surprenant que l'exclusion de la Russie du Club des Huit ait été réclamée bien avant la crise caucasienne d'août 2008 non seulement par John McCain à des fins électorales, mais aussi par Elena Bonner, veuve de l'académicien Sakharov, et par Vladimir Boukovsky – deux figures légendaires de la dissidence soviétique du « bon vieux temps » de la guerre froide¹ ?

Si l'on fait le tour des processus en cours en Russie on voit apparaître des phénomènes inquiétants. Ce pays connaît non pas un ralentissement de la progression démocratique, mais un brutal retour en arrière vers le passé soviétique dans le domaine des droits et libertés civils, politiques, économiques, culturels, avec en toile de fond la montée rapide d'attitudes antilibérales, antidémocratiques, antioccidentales, chauvines, nationalistes, monarchiques (de larges couches populaires, et non la seule élite politique, ont appelé Vladimir Poutine à devenir président à vie), à quoi s'ajoute une cléricisation rapide du pays.

Il serait trop simple d'expliquer ce tableau peu réjouissant par la déception, après les réformes libérales du début des années 1990, d'une population incapable de s'adapter aux nouveautés de l'économie de marché. Son origine se trouve plutôt dans un ensemble complexe de facteurs historiques.

1. Déclaration citée notamment par <http://www.newsru.com>, 7 juillet 2008 (source : www.anticompromat.ru).

Quand on considère la « question russe » il ne faut pas en effet oublier qu'il s'agit d'un pays hors du commun, marqué par une histoire dont l'atrocité dépasse l'imagination. Ce passé (qui n'est toujours pas digéré) pèse lourd dans les mentalités. D'où les complexes, le ressentiment et la confusion qui règnent dans l'esprit du peuple et de ses dirigeants.

* *

Les péripéties de l'histoire russe de dix-sept dernières années ont été le sujet de plusieurs publications et études fondamentales². Si on se passe de précautions diplomatiques pour schématiser les choses, il apparaît que la situation est la suivante :

L'équipe dirigeante du pays est une corporation baptisée « administration présidentielle » (aujourd'hui mélangée à l'administration du premier ministre). Elle s'est affranchie de tout contrôle public ou institutionnel et supervise directement les pouvoirs exécutif (surtout les forces armées et les services secrets), législatif, juridique, régional ainsi que les principaux média, tournant ainsi le dos au principe de séparation des pouvoirs qui est essentiel à la démocratie.

Elle détient les principales richesses économiques et construit un « capitalisme d'État » en créant des consortiums étatiques qui accaparent les entreprises et secteurs les plus rentables. Du sommet aux cadres moyens elle est en majorité constituée de ressortissants des « structures de forces » (en russe « siloviki »), en premier lieu des services spéciaux. Les élections sont fictives : la fraude, éhontée et quasi ouverte, associée au lavage des cerveaux par les média télévisuels (bien organisé, il faut le reconnaître), procure les résultats voulus avec une précision de montre suisse. Le parlement ainsi « élu » comprend une forte majorité de fonctionnaires dociles qui ne font que le travail formel d'approbation des lois édictées par la caste dirigeante.

Dire que le système juridique est imparfait serait un euphémisme : les juges (catégorie sociale aux revenus élevés) sont à la merci des échelons politiques et administratifs de niveaux divers³ et ceux d'entre eux qui n'obéissent pas sont immédiatement éliminés.

La concurrence politique n'existe pas : les partis jugés « dangereux », « concurrents » du géant officiel « Russie Unie » qui est comme un PCUS nouveau modèle, sont exclus de l'échiquier politique ou neutralisés par des procédés de corruption et d'intimidation (c'est le cas du parti communiste, très influent il y a encore une dizaine d'années).

La dialectique des rapports de cette corporation au pouvoir avec les premiers personnages politiques du pays a été excellemment résumée par Youlia Latinina, brillante journaliste de la *Novaïa Gazeta* et de la chaîne de radio *Echo de Moscou* : « Ce n'est pas Poutine qui a mis quatre ans pour nommer aux postes-clés ses anciens collègues du KGB : ce sont ces gens-là qui ont mis quatre ans pour faire de Poutine l'otage du système en place⁴ ».

* *

Après la chute du régime communiste, et malgré plusieurs revers, le KGB était en effet la seule institution qui ait conservé le gros de ses cadres supérieurs, ses infrastructures, sa cohésion idéologique, sa capacité d'action et son expertise. L'ancien triangle du pouvoir,

2. Thierry Wolton, *Le KGB au pouvoir. Le système Poutine*, Buchet & Chastel, Paris, 2008 ; Alex Goldfarb et Marina Litvinenko, *Meurtre d'un dissident*, Paris, Laffont, 2007 ; Arkadi Vaksberg, *Le laboratoire des poisons*, Paris, Buchet & Chastel, 2007 ; *La Russie aujourd'hui, néolibéralisme, autocratie et restauration*, Lyon, Parangon, 2004 ; Thérèse Obrecht, *Russie, la loi du pouvoir*, Paris, Autrement, 2006.

3. Voir à ce sujet Anna Politkovskaïa, *La Russie selon Poutine*, Paris, Buchet & Chastel, 2005.

4. *Novaïa Gazeta* n° 15, 3-5 mars 2008.

PCUS – KGB – Armée, a été remplacé par un nouveau triangle : « Russie Unie » – FSB⁵ – Armée.

La caste dirigeante est (comme il se doit) divisée en factions dont les deux principales sont (a) les *pragmatiques*, dont le niveau intellectuel et les conceptions politiques sont relativement élevés, et (b) les *dogmatiques*, « aveuglés » à la fois idéologiquement et matériellement (on verra plus bas le sens de cette définition). Le rapport de forces entre ces factions oscille en permanence et cela se traduit dans des prises de position, dans les nominations aux fonctions importantes, dans des actes concrets qui forment une série incohérente.

L'arrivée d'Anatoli Medvedev à la tête de l'État témoigne du succès sans doute temporaire de la faction pragmatique et on peut considérer le conflit armé au Caucase en août 2008 (quelles que soient les erreurs éventuelles de la Géorgie) comme une riposte des « aveuglés » qui tentent de renverser la situation à leur profit.

* *

Parler de Medvedev et de son rôle en tant que président est non seulement prématuré mais superflu et ce le sera peut-être encore longtemps. Tout dépend des circonstances historiques futures – et par ailleurs les structures psychologique et conceptuelle de cette personne ne sont pas encore claires. En sont de bonnes illustrations son comportement et ses déclarations pendant la crise caucasienne d'août, ou encore une épisode concernant le Zimbabwe après le dernier sommet des Huit : le jeune président a signé un document au Japon, il y a pris des engagements, mais tout cela a été jeté à la poubelle dès son retour à Moscou.

La sociologie des dirigeants n'a rien de surprenant : la plus grande partie est issue de « structures de force », essentiellement du FSB. Une autre partie comprend d'anciens « jeunes » fonctionnaires du PCUS et du Komsomol convertis aux valeurs de l'économie de marché (qu'ils n'acceptent toutefois que si elles leur servent personnellement). Les technocrates, spécialistes compétents en économie, en finances, en diplomatie etc. forment enfin un troisième groupe.

Ce qui est plus intéressant, ce sont les mobiles, la psychologie, les réflexes, la manière habituelle d'agir des membres de cette corporation. Il est notoire que les cadres du FSB qui ont organisé l'arrivée de Poutine à la présidence avec le concours de certains « nouveaux riches » (Boris Bérézovski en premier lieu⁶) ont largement utilisé le pouvoir ainsi acquis pour s'enrichir personnellement⁷. Certains de leurs objectifs sont sans doute conformes aux intérêts du pays mais, comme le dit la politologue russe Lilia Chevtsova, ils savent habilement faire passer leur intérêt personnel pour l'intérêt national⁸.

Ainsi a surgi une oligarchie qui cumule pouvoir politique et richesse. Les entrepreneurs milliardaires des années 1990, apprivoisés après l'affaire Ioukos, ont le droit de continuer à exister à condition d'accepter à la première demande de vendre à bas prix tout ce qu'ils possèdent à l'État (c'est à dire aux nouveaux oligarques) ainsi que de financer les projets du pouvoir (le parti « Russie Unie », les JO 2014 de Sotchi, des clubs, l'équipe nationale de football etc.). Le nombre des milliardaires connus (sans compter ceux que

5. Le FSB (Service Fédéral de Sécurité) est le principal successeur du KGB, dissous en 1991.

6. Boris Bérézovski : entrepreneur russe, vice-président du secrétaire du Conseil de sécurité sous Eltsine ; ancien député, il est actuellement en exil politique à Londres.

7. Voir au sujet de « l'opération Ioukos » qui a amorcé le processus d'étatisation des compagnies privées le témoignage de Victor Guérachenko, vétéran des finances soviétiques et russes, ancien président de la Banque centrale de Russie (*Novaïa gazeta* n° 49, 10-13 juillet 2008).

8. *Novaïa gazeta* n° 57, 7-10 août 2008. L'auteur, qui qualifie son étude de « Rapport non gouvernemental », donne une analyse judicieuse de la politique extérieure actuelle de la Russie.

l'on ne connaît pas et qui sont de hauts fonctionnaires) est en Russie l'un de plus élevés au monde.

* *

On ne doit pas réduire les méthodes de ces dirigeants à de simples intrigues politiques, à des infractions à la loi, à la manipulations des médias, à la fraude en tout genre : une part importante de ces méthodes emprunte les procédés criminels typiques des régimes despotiques.

Rappelons les circonstances du commencement et du déroulement de la deuxième guerre en Tchétchénie, les explosions d'immeubles d'habitation à Moscou et Volgodonsk, les actes terroristes (et leur issue) au théâtre moscovite Doubrovka et à l'école secondaire de Beslan⁹. Ceux qui n'ont pas hésité à mettre en œuvre de tels procédés ont réussi à créer dans le pays une atmosphère de peur et d'horreur et à focaliser les espoirs du peuple sur un « sauveur énergique, musclé, sans pitié pour les ennemis ».

Il a été impossible de soumettre les responsables de ces tragédies, ainsi que ceux des meurtres politiques des dernières années, au verdict d'une justice indépendante ; mais tout indique que c'est le noyau dirigeant du FSB, ses invisibles « cardinaux gris », qui porte la responsabilité collective et anonyme de ces actes. L'attitude des figures politiques (y compris peut-être celle de Poutine) a oscillé entre le consentement tacite et bienveillant et un mutisme qui indique un désaccord idéologique sans aucun débouché public ni politique. Cette dernière position a surtout été celle des économistes *pragmatiques*¹⁰.

* *

De cette situation découlent les objectifs principaux de la caste au pouvoir et des organisateurs des louches affaires économiques et politiques. Ils veulent dissimuler les moyens qu'ils ont utilisés pour accéder au pouvoir, cacher l'existence et l'origine de leur richesse, enfin et surtout conserver à tout prix leurs acquisitions. La méthode qu'ils utilisent pour y parvenir est de rester au pouvoir le plus longtemps possible, d'effacer toutes les traces d'infractions – surtout de celles qui ont un caractère criminel.

La concurrence politique étant anéantie il ne reste pour eux qu'un seul danger réel : *le peuple russe lui-même*. La peur d'une contagion sociale explique leur hystérie face aux événements d'Ukraine et de Géorgie ainsi que les brutales mais vaines tentatives d'intervenir dans la sphère médiatique de ces anciennes républiques soviétiques et dans leur processus électoral.

1 Une lourde hérédité

Les dirigeants réels du pays trouvent logique d'utiliser, pour conserver le pouvoir, des moyens qui correspondent à leurs conceptions politiques, à leur vision du monde et aussi aux traditions séculaires du pays. Leur détestation envers les principes démocratiques des États développés est aussi rationnelle qu'idéologique : l'application de tels principes les dépouillerait de ce qu'ils ont acquis. Elle coïncide avec la peur et l'hostilité envers l'Occident qui ont été cultivées en Russie durant des siècles et surtout pendant la période soviétique (les communistes disaient que l'URSS était « une forteresse assiégée »). L'image

9. Thierry Wolton, op. cit., p. 139-152.

10. Alexeï Koudrine, vice premier ministre et ministre de finances, Hermann Greff, ancien ministre du développement économique et du commerce, actuellement président de la banque d'épargne d'État, et Anatoli Tchoubaï, ancien président de la corporation électroénergétique, ont semblé justifier leur silence par le pragmatisme politique et par la volonté de ne pas laisser les mains entièrement libres aux siloviki.

d'un Occident hostile est profondément gravée dans la conscience nationale russe : il n'était donc pas difficile de ressusciter les attitudes antioccidentales qui s'étaient estompées un temps après la chute de l'URSS.

* *

Le ressentiment russe envers l'Occident est historiquement lié au conflit entre les églises catholique et orthodoxe. Le choix de la religion de Byzance par la Russie au X^e siècle a déterminé les dominantes idéologiques et les choix politiques russes pendant les siècles suivants. L'orthodoxie byzantine a en effet institutionnalisé la bénédiction du tsar et de son pouvoir au nom de Dieu. A la différence du monde catholique, où seul le Pape a fini par être considéré comme infaillible, c'est le tsar qui dans le monde orthodoxe est l'autorité suprême dans le domaine de la foi.

En Russie la sainteté, la sacralité du tsar ont été imposées *de facto* par Ivan le Terrible (1530-1584), puis appliquées *de jure* à partir d'Alexeï Mikhaïlovitch (1629-1676), deuxième monarque de la dynastie Romanov, « enduit à l'huile de myrrhe divine (*pomazannik boji*) » après son couronnement comme le sont les moines après avoir prononcé leurs vœux. Cette tradition, ayant laissé une empreinte profonde dans les consciences, a facilité l'instauration ultérieure de pouvoirs personnels et autoritaires. Déjà l'Église avait soutenu Ivan le Terrible en lui « pardonnant » les exterminations massives de chrétiens russes (un vrai génocide a eu lieu à Novgorod en 1570) et même les persécutions envers son propre haut clergé.

Parallèlement à la sacralisation du pouvoir politique suprême il faut souligner l'attitude de l'église russe envers sa grande concurrente, l'église catholique. Pendant les trois cents ans du joug tatar-mongol l'église russe a manifesté une soumission sans faille aux envahisseurs musulmans. Elle a été payée de retour : les tatar-mongols lui ont octroyé des privilèges en l'exonérant du tribut imposé aux principautés et villes russes. En 1261 un évêché orthodoxe a été même créé dans la Horde d'Or. En même temps les moindres heurts avec les États catholiques devenaient dans ses mythes des batailles historiques grandioses.

Le haut clergé orthodoxe n'a jamais protesté contre les procédés despotiques de Pierre le Grand, mais il cachait mal son aversion envers sa politique d'ouverture vers l'Europe, sans toutefois aller jusqu'à la désobéissance au tsar.

L'église russe ne s'est ouvertement opposée au pouvoir suprême que pendant une courte période après la révolution de 1917 : les bolcheviks ont entrepris alors une expropriation impitoyable et gigantesque de ses richesses matérielles et ils ont exécuté sans hésiter les prêtres qui s'y opposaient. Mais peu de temps après l'église russe a amorcé son rapprochement avec le nouveau pouvoir : dès 1927 le patriarche Sergueï (Serge) a déclaré son soutien à la politique intérieure et extérieure de l'État soviétique.

L'Église, mise en marge de la société et des affaires d'État et subissant de dures épreuves à cause de l'athéisme militant et, au début, très agressif des communistes, a trouvé néanmoins un réconfort dans l'idéologie des dirigeants de l'URSS qui déclaraient mener « la lutte finale » contre le « capitalisme » qu'incarneraient les pays développés aux confessions dominantes catholique et protestante, porteurs des valeurs du libéralisme et de la « démocratie bourgeoise ».

Le retour de masses populaires russes aux sources religieuses si longtemps interdites observé vers la fin des années 1980 et le début des années 1990 n'a pas duré longtemps, mais l'Église a intelligemment utilisé cette poussée religieuse en obtenant du pouvoir des privilèges considérables. Ce n'est toutefois qu'après l'avènement au poste suprême de Vladimir Poutine (ou plus exactement de l'équipe qui l'a propulsé à ce poste) que

l'antioccidentalisme, l'antilibéralisme de l'église orthodoxe et des nouveaux dirigeants du pays se sont fait ouvertement sentir.

Le rapprochement entre le pouvoir et l'église russe entamé sous Boris Eltsine s'est accéléré après 2000. Aujourd'hui les premiers personnages de l'État se font un devoir d'assister, le cierge à la main, aux messes les plus importantes. Le haut clergé est plus que présent dans l'armée qui avait besoin d'un support idéologique après la disparition du marxisme officiel. L'hostilité de l'Église orthodoxe envers les valeurs occidentales l'a rapprochée de généraux dont les convictions idéologiques restent imprégnées par les dogmes communistes. Les prêtres orthodoxes bénissent aujourd'hui les fêtes annuelles des armées ainsi que les nouveaux armements (notamment les sous-marins atomiques, porte-avions et missiles stratégiques). L'Église fait de grands efforts pour introduire l'histoire et la culture orthodoxes dans les programmes scolaires, ce qui contredit la laïcité de l'État.

2 L'élément nationaliste

Aux fortes tendances antioccidentales est liée une poussée nationaliste complexe à caractère à la fois civil et ethnique.

Il est naturel que lorsque se forme un état-nation, ou après de dures épreuves, un pays ait besoin d'être encouragé pour pouvoir croire en ses propres forces. Ainsi lorsque de Gaulle parlait de la « grandeur de la France » c'était sans doute nécessaire dans un pays démoralisé après deux guerres coloniales épuisantes et le carrousel politique de la quatrième république. Dans le cas de la Russie rappelons que Staline, craignant de perdre la guerre et conscient du manque d'attrait des dogmes communistes, a fait appel au patriotisme, aux sentiments nationaux et à l'aide de l'église orthodoxe en mettant l'accent sur le nationalisme civil.

Or dans certaines circonstances historiques le nationalisme civil tend à dégénérer en nationalisme ethnique, comme cela s'est produit en Allemagne après l'humiliation du traité de Versailles en 1919. Aucun pays démocratique n'a été complètement épargné par le virus raciste qui a souvent pris la forme de l'antisémitisme (dans le cas de la France il s'agit notamment de la vague antisémite après le scandale du canal de Panama dans les années 1890, ainsi que de la collaboration d'une partie de diverses couches sociales avec les nazis en 1940-1945).

Le glissement d'un nationalisme à l'autre a été observé plus d'une fois en Russie : une fois la guerre gagnée, Staline a déclaré les Russes « peuple dirigeant » et a monté une campagne contre les « peuples traîtres » en organisant des purges ethniques.

* *

La période 1990-1999 a été ressentie comme une humiliation par de larges couches populaires russes, et cela a permis à l'équipe au pouvoir après 2000 de faire progresser les idées nationalistes. La forme antisémite du nationalisme ethnique existe encore dans la Russie d'aujourd'hui mais elle s'est atténuée après le départ massif des juifs vers Israël durant les vingt dernières années. D'autres variétés du même phénomène ont surgi, analogues aux sentiments xénophobes qui ont cours en Europe en réaction à l'immigration massive originaire d'Asie, d'Afrique, d'Orient et des « jeunes » pays européens anciens satellites de l'URSS. Les grandes villes russes subissent un flux sans précédent de main d'oeuvre provenant des anciennes républiques soviétiques (Ouzbékistan, Tadjikistan, Azerbaïdjan, Géorgie et aussi Ukraine et Biélorussie). Les causes concrètes de l'irritation de la population russe autochtone envers cette immigration sont à peu près les mêmes qu'en Europe.

On ne peut pas dire que le pouvoir ne comprenne pas les dangers de ces manifestations pour un État multinational et multiconfessionnel, mais la tentation de mettre à profit ce nationalisme ethnique à des fins de mobilisation populaire est pour lui très forte. Les autorités locales, ainsi qu'une partie importante des forces de sécurité et d'ordre public (qui ont des sympathisants aux échelons supérieurs) font souvent preuve d'indulgence envers les excès et même les crimes à caractère xénophobe.

3 Le poids du passé

L'éducation qu'ils ont reçue, leurs convictions idéologiques, la vision du monde impérialiste des membres les plus influents de l'équipe dirigeante en place ont facilité la résurgence des mythes de l'époque stalinienne. Rappelons la phrase de Poutine : « la chute de l'URSS est la plus grande catastrophe géopolitique du XX^e siècle ». Le mythe de la grandeur soviétique sous Staline sert, tout comme l'antioccidentalisme, le nationalisme et le rapprochement avec l'Église, d'instrument à la consolidation idéologique du pays. Mais en reconnaissant fût-ce une partie de l'héritage stalinien le pouvoir s'engage sur une voie funeste.

Le chemin déjà parcouru est impressionnant. Une des premières initiatives de Poutine a été la réintroduction de l'hymne national de l'époque du « grand timonier », fait très significatif et dont les conséquences ne sont pas innocentes. Autre initiative personnelle de Poutine : le manuel de 2008 ayant le caractère d'instruction officielle pour les professeurs d'histoire, où les crimes du régime stalinien contre l'humanité sont minimisés et même en partie justifiés par les circonstances et nécessités géopolitiques. Enfin l'arme numéro un dans le monde politique russe – les mass media monopolisés par l'équipe dirigeante – exécute aujourd'hui sur commande une campagne de glorification de l'histoire du pays sous la direction de Staline.

Il est impossible que la jeune génération ne soit pas influencée par ce retour au passé. Une étude effectuée récemment par le centre analytique Levada (principale institution russe de recherche sociologique) sur la jeunesse du pays a fait apparaître des faits inquiétants¹¹. Les jeunes se distinguent des « anciens » par deux critères : ils sont plus satisfaits de leur niveau matériel et ils sont plus perméables à la rhétorique nationaliste. 50 % d'entre eux « connaissent peu de choses sur l'époque de Staline ». La majorité considère que Staline était « un manager efficace à son époque ». Plus de 50 % sont persuadés que la Russie a « beaucoup d'ennemis ». 52 % ne sont pas d'accord pour suivre la voie européenne du développement. 31 % pensent que la Russie a été perfidement contaminée par l'Occident qui lui aurait inoculé le Sida pour l'affaiblir !

On peut en rire bien sûr, mais si les Européens apprenaient que 55 % des jeunes Allemands estiment que Hitler « a commis des erreurs mais avait plus de mérites que de défauts » (c'est l'opinion des jeunes Russes sur Staline), cela leur ferait certainement froid dans le dos.

4 Questions de tactique et de stratégie

La Russie redeviendra-t-elle dans un avenir prévisible un nouveau défi politique, économique, voire militaire pour les États démocratiques (le défi énergétique est déjà plus que présent) ? Pour le moment un tel scénario ne semble pas probable.

11. *Vestnik obchestvennogo mnénia* (Bulletin de l'opinion publique), Levada center n° 3, 2007.

L'inefficacité du capitalisme étatique saute aux yeux. Le taux de croissance est dû pour 60–70 % à l'exploitation des hydrocarbures et son ralentissement s'accompagne d'une forte inflation. La Russie est en réalité un appendice énergétique de l'Europe. Elle n'exporte presque pas de produits de haute technologie (les exceptions sont l'armement vendu à la Chine, à l'Inde et aux pays peu développés, et aussi en partie la métallurgie). L'économie russe ne représente que 2 % de l'économie mondiale (les États-Unis en représentent 27 %). Les importations de produits agroalimentaires couvraient 20 % de la consommation intérieure en 2004, ils en représentent 45 % en 2007 (et jusqu'à 70 % dans les grandes villes). L'entreprise d'État n° 1, Gazprom, n'a pas réussi à augmenter l'extraction du gaz pendant la dernière année et sa dette extérieure, 60 milliards de dollars, représente 60 % de son chiffre d'affaires. On enregistre une chute substantielle de l'extraction du pétrole. La dette des entreprises russes envers les banques occidentales est de 490 milliards de dollars, ce qui correspond aux réserves d'or et de devises du pays¹².

Transparency International classe la Russie à la 143^e place parmi les 175 pays du monde d'après l'indice de la corruption, qui est devenue un facteur « institutionnalisé » et officiel sans lequel le système s'écroulerait en quelques mois. Comme le note Thierry Wolton les tenants du pouvoir actuel « privatisent leur fonction, transforment leur pouvoir en propriété... Les sphères privée et publique se confondent dans la poursuite des intérêts corporatistes et personnels... Les hauts fonctionnaires... sont à la fois les corrupteurs et les corrompus¹³ ».

La corruption est omniprésente jusque dans les institutions responsables de la défense et de la sécurité d'État : c'est pourquoi les appels à ressusciter la puissance militaire restent sans effet. De 2000 à 2007 les dépenses militaires sont passées de 146 à 870 milliards de roubles mais pendant la même période l'armée russe n'a pu acheter que trois nouveaux avions bombardiers stratégiques lance-missiles TU-160 et deux chasseurs SU-34. Le reste de la production est vendu principalement à la Chine et à l'Inde¹⁴. Le récent voyage à Cuba de deux faucons de l'équipe dirigeante¹⁵ qui ont évoqué une réimplantation militaire russe sur l'île relève de la pure dissuasion politique.

On ne doit cependant pas négliger les efforts que fait la Russie pour moderniser et rénover sa flotte de sous-marins et de porte-avions ainsi que ses missiles stratégiques. A force de dire à l'opinion publique nationale et internationale que « la Russie se relève de ses genoux » (slogan lancé par Poutine et omniprésent dans la vie politique et les médias), les dirigeants russes finissent par y croire eux-mêmes et ils tentent de le prouver par des efforts militaires qui ruinent une fois de plus le pays. Il convient donc de rester vigilant envers le retour du militarisme russe¹⁶.

12. Les statistiques et données économiques sont prises dans (a) le Rapport *Poutine, Bilan* de Vladimir Milov, directeur de l'Institut de la politique énergétique (en 2002 il était vice-ministre de l'énergie) et Boris Nemtsov, vice premier ministre de Russie en 1997-1998 (voir <http://larussophobe.wordpress.com/2008/03/31/boris-nemtsovs-white-paper-in-full/>), (b) Lilia Chevtsova, « Rapport non gouvernemental », *Novaïa Gazeta* n° 57, 7-10 août 2008.

13. T. Wolton (Op. cit. p. 190)

14. V. Milov et B. Nemtsov (Op. cit.)

15. Il s'agit du voyage à Cuba de juillet 2008 de Nikolai Patrouchev (récent directeur de FSB (1999-2008) et le secrétaire actuel du Conseil de sécurité) et de Igor Setchine (chef adjoint d'administration présidentielle sous le président V. Poutine et vice premier ministre de Russie depuis 2008. Étant aujourd'hui président du conseil des directeurs de la compagnie pétrolière Rosneft il est considéré comme l'organisateur et le profiteuse principal de l'Affaire Ioukos).

16. *The Guardian*, 1er août 2008.

5 L'attitude à adopter

Quelle ligne politique faut-il adopter actuellement envers la Russie ? L'Occident, et en premier lieu l'Union européenne, peuvent influencer les processus en cours en Russie sans pour autant s'ingérer dans les affaires de ce pays.

Il faut d'abord que les pays européens se sentent et se sachent solidaires en face de la Russie, qu'aucun d'entre eux ne défende ses intérêts immédiats sans se soucier des autres ni des conséquences à long terme.

La solidarité entre les pays européens leur a déjà permis d'obtenir des résultats, surtout après le fameux discours de Poutine à Munich le 10 février 2007 : solution du problème du Kosovo, projets antimissile en Pologne et en Tchéquie, adhésion de l'Ukraine et de la Géorgie à l'Union européenne et à l'OTAN... Chacun de ces projets est certes discutable et on peut s'interroger sur les moyens de les mener à bien : il n'est pas évident par exemple que l'entrée de l'Ukraine et de la Géorgie dans l'OTAN soit conforme aux intérêts stratégiques de l'Union européenne (cette perspective doit cependant être réévaluée après la crise au Caucase). Il serait sans doute plus raisonnable d'avancer progressivement en discutant chaque étape avec la Russie – peut-être même faudrait-il intégrer celle-ci dans l'Union européenne et l'OTAN avec la Géorgie et l'Ukraine... une telle perspective paraît sans doute fantastique, mais ne faut-il pas l'envisager à long terme ? De Gaulle disait « il faut voir loin »...

Si dans les cas que nous venons d'évoquer des compromis peuvent être justifiés ils sont inadmissibles dans d'autres cas. Les pays de l'Union européenne ne doivent pas laisser l'Estonie et la Lituanie, ni même une grande puissance comme la Grande-Bretagne, seules en face des difficultés que leur suscite la Russie¹⁷. Les cyberattaques contre l'Estonie en mai 2007 et la Lituanie en juin 2008, l'assassinat d'Alexandre Litvinenko en novembre 2006 à Londres par un procédé radioactif inédit, la persécution de l'ambassadeur britannique à Moscou par le mouvement Nachi (« les nôtres », organisation de jeunesse financée et orientée par l'administration présidentielle) : autant d'actes qui appelaient une réponse énergique et collective de l'Union européenne !

Fallait-il attendre le nouveau drame au Caucase pour qu'elle réagisse ? Le potentiel économique de l'Union européenne est quinze fois celui de la Russie, sa population est trois fois plus importante. Il faut qu'elle sache gérer le rapport de force car il faut comprendre que ceux qui dirigent aujourd'hui la Russie ne connaissent et ne comprennent pas d'autre langage que celui de la force et qu'ils se moquent bien des formalités et procédures en usage entre les pays civilisés. Observons d'ailleurs que la persécution de l'ambassadeur de Grande-Bretagne n'a cessé qu'après la protestation de l'Union européenne.

* *

La Russie, n'ayant pas digéré son passé communiste et stalinien, est condamnée à se référer aux mythes de cette époque terrifiante quand elle doit agir ou réagir aux événements. Cette référence, permanente et dominante, a une influence désastreuse sur sa politique intérieure comme sur son comportement sur l'arène internationale.

L'histoire de la période soviétique telle qu'elle est exposée dans les livres et les manuels d'histoire, telle qu'elle se reflète dans les mémoires, est totalement fallacieuse. Certains épisodes sont cachés, d'autres sont inventés, d'autres encore sont déformés. Les publications historiques sérieuses parues ces dix-sept dernières années n'ont pu toucher que le petit nombre de ceux qui veulent comprendre l'histoire du pays, et les mass média ne leur ont jamais accordé l'attention qu'elles méritent.

17. Andrew Wilson et Mark Leonard (*Newsweek* 21 juillet 2008).

Les archives du KGB et du ministère de l'Intérieur n'ont été entrouvertes que durant quelques mois en 1991 et 1992 – puis le KGB a obtenu que leur accès soit de nouveau totalement interdit. Même si les documents les plus compromettants ont vraisemblablement été détruits l'analyse objective de ces archives montrerait que les atrocités commises en URSS entre 1917 et 1953 dépassent en horreur tout ce que l'on peut imaginer et même les crimes du troisième Reich.

Le génocide perpétré par le régime stalinien envers son propre peuple a fait en effet proportionnellement plus de victimes que celui qui a été commis sur l'ordre d'Hitler contre des peuples « étrangers » à l'Allemagne nazie. Mais le régime communiste n'a pas eu son tribunal de Nuremberg, il attend et attendra encore longtemps son tribunal de La Haye – et cela permet aux dirigeants actuels de ressusciter les mythes de l'époque stalinienne auxquels le peuple croyait jadis comme aux Saintes Écritures.

Il faut que les pays occidentaux prennent conscience du danger que représente la réhabilitation progressive du régime stalinien en Russie. Lorsque George Bush a, dans son discours annuel sur l'état de l'Union, parlé des « peuples opprimés » et établi une équivalence entre « le nazisme allemand et le communisme soviétique », cela a provoqué une réaction nerveuse et significative du ministère des affaires étrangères russe : « bien que la ligne politique de l'époque (stalinienne) ait souffert d'une sévérité injustifiée (sic), nous ne pouvons pas rester indifférents devant les tentatives de mettre sur le même plan le communisme et le nazisme¹⁸ ».

Pourtant ce qu'avait dit Bush (ou ce que lui avait fait dire son *brain trust*) n'avait rien de nouveau ni d'original¹⁹ : les deux régimes ont connu des exterminations massives, la seule différence résidant dans la cible visée. La cible du génocide commis par les nazis avait un caractère ethnique, alors qu'en URSS on a exterminé les couches sociales jugées « anticommunistes » : entrepreneurs (y compris les paysans plus ou moins prospères), nobles, intellectuels etc.

Il serait opportun que l'Union européenne se prononce, à l'occasion d'une date commémorative quelconque, sur ce qu'a été la vraie nature du régime stalinien. Une telle déclaration aurait du poids compte tenu du rôle économique et politique de l'Europe pour la Russie.

* *

En Russie, comme ailleurs, l'accumulation primitive du capital passe par des conflits entre réseaux d'influence, par la lutte entre divers clans et mafias. La mafia russe a tissé des rapports profitables avec les siloviki qui, au lieu de lutter comme ce serait leur mission contre le crime organisé, ont trouvé plus avantageux de conclure des partenariats avec les patrons de la pègre. Une part importante des dirigeants actuels de la Russie a eu et continue d'avoir des contacts d'affaires avec des représentants de la mafia, installés le plus souvent à l'étranger.

Le point faible des siloviki est le caractère illicite, voire criminel, des procédés qu'ils ont utilisés pour accumuler leur richesse, et surtout leur désir ardent de conserver leurs acquisitions. Cela concerne aussi (mais dans une moindre mesure) certains technocrates cultivés – des économistes et même de hauts diplomates dont beaucoup n'hésitent pas à arrondir leur compte en banque par des procédés illicites.

Où sont cachées leurs richesses ? Principalement dans l'immobilier en Europe ainsi que dans des comptes auprès de grandes banques en Suisse, au Luxembourg etc. Bien sûr

18. Voir le site du Ministère des affaires étrangères de Russie, media.mid.ru, 27 juillet 2008 (le communiqué est reproduit notamment dans la *Nezavissimaia Gazeta* du 28 juillet 2008).

19. Voir André Glucksmann, *La Cuisinière et le mangeur d'homme, réflexions sur l'État, le marxisme et les camps de concentration*, Paris, Seuil, 1975.

ces richesses sont camouflées, inscrites sous le nom d'hommes de paille. Il est impossible de connaître tous les subterfuges auxquels recourent les oligarques russes pour accumuler en secret des capitaux qu'ils cachent ensuite au fisc.

Il serait utile que l'Union européenne s'y intéresse car cela lui donnerait des moyens de pression et d'action. L'arrestation à Monaco d'Evgueni Dvoskine²⁰, qui était recherché aussi aux États-Unis, est un signe encourageant : cet escroc serait lié aux siloviki qui travaillent au parquet de Russie. On peut citer aussi, nouvel exploit de l'infatigable juge espagnol Baltasar Garzón, l'arrestation en Espagne des quelques membres influents de la mafia russe (Petrov etc.) qui s'est développée dans les années 1990 à Saint-Petersbourg en tissant des contacts fructueux avec les services économiques de la ville (notamment avec ceux qui s'occupaient des échanges internationaux et qui étaient dirigés par Vladimir Poutine en personne, à l'époque haut fonctionnaire inconnu du grand public).

* *

Dans l'histoire millénaire et très spécifique de la Russie le XX^e siècle a été absolument funeste. Elle connaît aujourd'hui comme hier d'importants retards par rapport à l'Occident dans les domaines économique, politique et social, et elle donne un exemple frappant de la persistance d'une mémoire héréditaire (ou génétique) dans la conscience populaire.

Le renforcement des tendances antidémocratiques en Russie s'appuie sur une synergie entre plusieurs idéologies : la version russe de la confession orthodoxe, vieille d'un millénaire, s'associe dans la vision du monde qu'ont ses dirigeants actuels à l'héritage du passé « marxiste » où prédomine l'hostilité à l'Occident.

C'est là une configuration absolument nouvelle : avant 1917 le pays suivait lentement mais sûrement la voie européenne et la famille de ses monarques était liée aux autres dynasties royales d'Europe ; de 1917 à 1991 l'Église n'a pas pu jouer un rôle important car elle était écartée des affaires et hostile aux thèses-clés de l'idéologie d'État.

* *

La Russie est aujourd'hui à la croisée des chemins. Ses dirigeants souhaiteraient pouvoir à vivre « à l'européenne » tout en conservant les règles du jeu qu'ils ont établies en politique intérieure, mais cette aspiration est vouée à l'échec. L'économie russe dépend en effet des pays occidentaux et ce fait est bien compris par la partie la plus avisée de l'administration.

Cela explique le passage (on ne peut pas parler d'élections démocratiques) du pouvoir suprême d'un président à un autre, ainsi que le choix de cet « autre ». La réélection de Poutine en 2008, souhaitée par une partie de l'élite politique, aurait été possible et d'ailleurs approuvée par une quasi majorité de la population (voir les exemples du Kazakhstan et de la Biélorussie). Mais les dirigeants du pays ont compris que ce choix aurait été fatal à leurs intérêts personnels et leurs projets d'avenir l'ont finalement emporté. Ceci dit le rapport de forces au sein de l'équipe dirigeante peut basculer d'un moment à l'autre, la nouvelle crise caucasienne en est la meilleure illustration.

L'Occident doit tenir compte de cette réalité dans sa politique économique (énergétique en premier lieu) ainsi que dans sa tactique et sa stratégie envers l'État russe. Il lui faudra enterrer certaines illusions : il devra renouer avec certains des stratagèmes de la guerre froide... La Realpolitik que préconise Henry Kissinger, qui suppose de pacifier les relations avec le géant russe, ne serait pas aujourd'hui la plus efficace. La politique de

20. Voir l'interview de Youlia Latinina <http://www.echo.msk.ru> (26 juillet 2008).

fermeté mesurée que recommande Zbigniew Brzezinski correspond mieux aux réalités actuelles. Enfin l'Europe doit élaborer sans perdre trop de temps un plan à long terme pour intégrer cet immense pays dans le camp des puissances démocratiques.

Vladimir Sterkh